

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 27. — 14 Mars 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Assez de « journées » staliniennes

Le « six mars » devait préparer le Premier Mai et lui donner déjà un caractère de « grève politique de masse ». Cette nouvelle grande journée est passée et la question qu'il faut poser est celle-ci : « S'agit-il d'une préparation ou d'un sabotage du 1er mai ? »

A Paris, deux corporations au moins devaient répondre à l'appel de grève : les chauffeurs de taxi et le bâtiment.

Or, il a été visible pour tout le monde que la politique des dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. avait fini par entamer la combativité des premiers. Jusqu'ici on était sûr d'eux. Leur chômage, modifiant considérablement l'aspect des rues et des boulevards de Paris, donnait à lui seul un éclat certain aux démonstrations ouvrières. On a réussi à les décourager. Le bâtiment, lui, tient bon, surtout en ce qui concerne les terrassiers. Mais il ne faut pas douter que la persistance dans la politique actuelle ne pourrait manquer, à la longue, de les éloigner de démonstrations où ils seraient les seuls manifestants.

En province, l'échec apparaît complet. Quelques meetings, ça et là, et encore peu nombreux, et tenus après la sortie des usines. Les lettres que nous avons reçues — nous en publions quelques-unes — donnent même son de cloche.

Hors de France, la journée a été plus mouvementée, ce qui s'explique du fait que le chômage y sévit, avec plus ou moins d'intensité selon les pays. Mais l'énorme masse des chômeurs britanniques est restée à peu près insensible à l'appel de l'Internationale communiste : le fait de réunir quelques milliers de manifestants à Tower Hill, ce qui est possible en tout temps et n'est guère de nature à effrayer la bourgeoisie britannique, n'a pas d'autre signification que de souligner l'échec.

Même en Allemagne, où pour beaucoup de raisons, la démonstration aurait pu être imposante, ce qu'on a vu ne dépasse guère les chocs qui se produisent fréquemment entre communistes, fascistes et policiers.

On ne trouverait guère de communistes, dans les divers partis, pour approuver et défendre sincèrement la tactique de l'Internationale Communiste. Malheureusement, cela ne résout pas la question car ces mêmes camarades, dans leur attachement à l'I. C., cherchent quand même à la justifier. Ils disent : Oui, le Parti ne réussit pas à mobiliser les masses ; c'est vrai qu'il n'a pu empêcher les bandes des Jeunes patriotes de manifester contre l'U.R.S.S. ; mais c'est parce qu'il y a maintenant le fascisme et la répression.

Est-ce que ces camarades s'imaginent que les ouvriers pouvaient, avant la guerre, faire leur action et leur propagande sans dommage ? Les bandes que la bourgeoisie organisait alors cognaient aussi fortement que les « fascistes » d'aujourd'hui peuvent le faire et la répression n'était pas moins féroce. Sous le seul ministère Clemenceau, au lendemain de Villeneuve-St-Georges, le bilan s'établissait ainsi : Morts, 14 ; Blessés, 317 ; Révoqués, 312 ; Condamnations, 148 années de prison.

La conclusion, c'est qu'il faut en finir avec les « journées » staliniennes. Il est temps que les ouvriers du Parti parlent et défendent le communisme contre ceux qui ne cessent de le saboter.

DANS L'EST PRÉPARATION A BELLEVILLE

On lit dans l'Humanité du 8 mars, que : « le 6 mars a marqué dans l'Est une étape importante vers les prochaines batailles, tout en renforçant les sentiments internationalistes des prolétaires ».

L'Humanité raconte des histoires. A Nancy, le 6, rien ou presque. Le meeting du bâtiment, le soir, et c'est tout. Sur le nombre d'assistants, on se tait. Cette discrétion est fort compréhensible, les masses étant absentes. La lacération des affiches vient à propos pour corser les maigres résultats ; la vérité nous oblige à dire qu'elles étaient en grand nombre parfaitement visibles la veille du 6.

A Neuves-Maisons, dans les usines de la firme : Châtillon-Commentry, on parle d'un meeting réunissant 300 ouvriers, 300 ouvriers sur les 3.000 de Châtillon-Commentry, ça n'est pas si brillant !

Beaucoup de généralités sur les Vosges. On parle de mouvements à Eplinal, Thaon. Le 6 n'a guère été troublé dans cette région où l'on compte de nombreuses usines textiles. Des précisions on n'en apportera pas et pour cause.

A part quelque agitation à Saint-Dié, rien !

A Belfort, le meeting, toujours après le travail, organisé pour les 7.000 métallurgistes de l'Alsthom, n'a réuni que 500 ouvriers. Chose grave, les délégués d'atelier, unilatéraux, n'étaient pas présents.

Dans le bassin de Longwy, les tracts pour le 6 mars ont été distribués le 7. Cette négligence des fonctionnaires régionaux n'est pas accidentelle. Ce n'est pas la première fois qu'on la constate. Tracts et affiches arrivent fréquemment après les manifestations qu'ils ont pour mission de préparer.

Aux aciéries de Mont-Saint-Martin, de Behon, de la Chiers, de Senelles-Mauberge, formant un centre de 15.000 ouvriers, silence complet. Les forces répressives, gendarmes et troupes amenées le 1er août, n'avaient pas été dérangées pour le 6. Les barons des Hauts fourneaux ne changeaient rien.

Alors ? Broder sur quelques faits, amplifiés comme d'habitude, peut-il permettre de prétendre comme le fait l'Humanité, que le 6 mars a marqué « une étape importante vers les prochaines batailles... » Evidemment non ! Le 6, dans l'Est comme ailleurs, marque une régression du parti et de la C.G.T.U. C'est triste et des comptes doivent être demandés aux bluffeurs.

Un correspondant.

POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS

2^e liste
Lemolne 15 fr. ; P. Blum 10 fr. ; Un instituteur syndiqué 7 fr. ; Legel 20 fr. ; D. Levine 10 fr. I. R. E. 10 fr. ; Vacher 5 fr. ; Groupe juif (1er versement), 35 fr. ; Un postier 10 fr. ; Geffroy 30 fr. ; trois camarades du parti 30 fr. ; A. L. 10 fr. ; souscriptions recueillies par G. Rollin 35 fr.

Total de la 2^e liste : 227 fr.
Total général : 1.390 fr.

Notre correspondance d'Espagne nous est parvenue trop tard pour être publiée dans ce numéro. Nous la donnerons la semaine prochaine.

Aux réserves formulées par des ouvriers sur l'opportunité de la « journée du 6 mars » certains responsables de sous-rayon se contentaient de prédire en réponse, la « victorieuse justification des faits ».

Eh bien, les faits sont là ! Où sont-elles les manifestations promises ?

Il est vrai que certaines cellules eurent la précaution de se retrancher auparavant derrière l'impossibilité d'assurer des démonstrations puissantes. De vagues appels dans les journaux d'usine tirent lieu d'explication politique.

Les discussions de préparation s'étendirent surtout sur la mise en jeu des taxis, du bâtiment... et même de la C.P.D.E.

Le soir même du « grand jour », de bons camarades qui étaient d'accord sur la tactique de la manifestation se sentaient bien déprimés.

On critiquera l'insuffisance de la préparation... temps réduit, manque de travail, etc... mais on n'osera pas toucher au « mot d'ordre » imposé.

Nous espérons que malgré tout, ce nouvel échec éclairera quelques camarades.

Il faut que dorénavant les communistes discutent sérieusement la politique du parti ; dans ses analyses erronées, ils trouveront la cause des faux pas répétés de la direction.

Un Correspondant.

DESARMEMENT



— Que désirez-vous ?
— Soumettre mes nouveaux modèles.

Lire en 3^e page :

La première réponse sur l'assassinat de Bloumkin :

En Allemagne : Les élections aux conseils d'entreprises.

En 4^e page :
L'aventurisme économique et ses dangers, par L. Trotsky.

En 5^e page :
Le désarmement reprend.

En 6^e page :
La vie de l'opposition : une réunion en Meurthe-et-Moselle.

En 7^e page :
La situation à Belfort après les grèves.

En 8^e page :
La « Vérité des Jeunes ».

Je ne crois pas que les conditions nécessaires existaient le 6 mars, pour des manifestations puissantes ; cependant les faits précis qui suivent montrent qu'une manifestation était possible et que, si elle n'a pas eu lieu, la faute en incombe à ceux qui, prétendant organiser et diriger tout, en sont incapables et sont absents au moment opportun.

Vers 16 h. 30, boulevard de la Villette et boulevard de Belleville, jusqu'au métro « Couronnes », plusieurs centaines de copains ont pu crier : « les Soviets ! Vive l'Internationale ! » et chanter... sans encombre et sans encombre car les flics étaient absents, retenus à la Grange et au Combat. Si cette tentative de manifestation s'était produite une heure plus tard, et si elle avait été dirigée, orientée nettement vers Belleville, elle eût rencontré les milliers d'ouvriers des usines Montoux, Dreuxoir, Continsouza et de très nombreuses petites boîtes du quartier. Très probablement, conduite de cette façon et à cette heure, une manifestation eût pu avoir lieu et eût rencontré des sympathies certaines dans le milieu prolétarien de la rue de Belleville et des usines précitées, milieu si prompt à réagir, instinctivement contre les brutalités policières.

Déjà, le long des boulevards de la Villette et de Belleville, les gens s'intéressaient à ce qui se passait ; au métro « Couronnes », après une dizaine de minutes d'indécision, le petit groupe de camarades fut dispersé, sans résistance, par une trentaine « d'hirondelles à roulettes », venues en toute hâte du Combat ; cette hâte marque bien l'inquiétude que la police avait d'une tentative de manifestation à Belleville.

Je me demande et je tiens à poser des questions précises :

1° Où étaient les responsables chargés de donner des instructions pour manifester ?

2° S'il n'était pas possible de retenir les copains une heure et de les amener vers 17 h. 30, rue de Belleville.

3° Pourquoi les « stratèges » n'ont pas songé à cela et pourquoi après constaté la difficulté de manifester, n'a-t-on pas essayé de le faire où c'était possible, et à l'heure qui convient ?

Je répète que vers 17 h. 30 des milliers d'ouvriers passent rue de Belleville et qu'un drapeau rouge, par exemple, peut apparaître assez facilement au moment opportun.

Il y a eu, sans doute, les échauffourées de la place du Combat, mais je crois qu'une manifestation doit se dérouler où sont les ouvriers et non ailleurs, même si cet ailleurs est à proximité de la Grange-aux-Belles.

Lorsqu'il sera question des critiques des oppositionnels contre le « 6 mars », nous en reparlerons.

Car la direction ne manquera pas — quand l'heure viendra de l'autocritique — de chercher à se couvrir et à couvrir l'échec de la « journée » en incriminant comme à l'ordinaire l'incompréhension et la passivité des camarades de la base. Mais j'espère bien que ceux-ci ne se laisseront pas faire.

Un manifestant du 6 Mars, membre du Parti.

Lettre d'Allemagne

Avant les élections
aux conseils d'entreprises

Berlin, mars.

Ces jours-ci auront lieu en Allemagne les premières élections aux conseils d'entreprises; le parti non seulement y emploiera la même tactique que l'année dernière, mais il la renforcera encore. Si, en 1929, la ligne générale du parti était celle d'établir des listes à lui, soutenues par les inorganisés, cette ligne générale a été élevée en 1930 à un dogme rigide.

Les résolutions de la direction régionale Berlin-Brandebourg, de fin février disent très clairement qu'il n'est plus questions de listes communes avec les social-démocrates, car après le 1er mai, tout social-démocrate est à considérer comme social-fasciste. Cette manière de mettre dans le même sac tout ouvrier social-démocrate, tout syndiqué non-communiste et les chefs réformistes, est la conséquence finale de la théorie bornée et ridicule du social-fascisme; c'est en même temps un renoncement à gagner les ouvriers qui suivent encore le réformisme. Et il y en a un bon nombre ! En dehors du fait que la social-démocratie a dépassé en 1929, — au II de l'essor révolutionnaire permanent annoncé par le VIe Congrès — le nombre respectable d'un million d'adhérents, les masses d'ouvriers qui sont dans les syndicats indépendants et qu'il s'agit de gagner au communisme ne sont pour la plupart pas du tout des social-démocrates, mais ils se laissent simplement guider par ces derniers. Des cinq millions d'ouvriers organisés dans les syndicats, dix pour cent à peu près sont organiquement attachés à la social-démocratie. Il existe donc sans aucun doute dans les syndicats un énorme réservoir d'ouvriers conscients de leur classe qu'il faut gagner au communisme. Mais la tactique du parti, opposant par principe aux syndicats des listes à lui, crée un fossé infranchissable entre le parti et la masse des ouvriers organisés, pousse les fonctionnaires syndiqués les plus actifs à la rébellion ouverte et renforce par là objectivement aussi bien le réformisme franchement social-démocratique que le réformisme voilé, le brandlérisme.

Ce serait évidemment une faute d'exiger, comme le fait la droite, que le parti ne pose à tout prix de candidatures que sur la liste des syndicats indépendants. Une telle revendication érigée en principe, équivaut à la capitulation ouverte devant la bureaucratie syndicale.

La gauche doit exiger — et elle commence à exiger — tout autre chose; au sein du parti, elle exige des listes syndicales indépendantes et communes sur un terrain de revendications prolétariennes concrètes. Mais là où la bureaucratie syndicale rend impossible de telles listes, où les fonctionnaires réformistes d'entreprises refusent de telles listes communes, là, et là seulement, les masses d'ouvriers syndiqués comprendront et nous approuveront d'établir des listes rouges à nous. L'expérience des élections aux conseils d'entreprises en 1929 a montré que la tactique du parti fait que les conseils d'entreprises rouges ne sont élus, pour la plus grande partie, que par des inorganisés.

Les suites de ce fait furent désastreuses. L'exemple des travailleurs berlinois des transports en commun est typique. En 1929, le parti obtint dans les élections de conseils d'entreprises, 10.707 voix, tandis que la liste des syndicats n'en obtint que 5.934. Peu de temps après, le directeur social-démocrate de la Société anonyme des transports en commun, Brolat, mit à la porte le président du conseil d'entreprise, le camarade Kaiser. Et, quelle surprise ! Pas un ouvrier ne bougea pour se dresser contre la provocation sans nom des réformistes. Les masses d'ouvriers organisés dans les syndicats avaient une attitude hostile vis-à-vis du conseil d'entreprise, et les inorganisés ont prouvé que, malgré leur grand nombre, ils se sentaient bien trop faibles pour entreprendre une action contre le bloc des organisés.

Et il n'en fut pas ainsi seulement dans

la société berlinoise des transports en commun. Il en fut de même chez Siemens, il en fut de même partout et il ne pouvait en être autrement : des conseils d'usines qui ne s'appuient pas sur une partie considérable des ouvriers organisés et parlant capables de lutter et ayant une expérience de la lutte, sont impuissants, malgré la meilleure volonté.

Le parti rassemblera sans aucun doute de nouveau, un nombre de voix tout à fait important dans les élections de conseils d'entreprises de 1930.

Mais pour ce qui est de la capacité de lutte, les nouveaux conseils d'entreprise rouges seront encore plus faibles que ceux de 1929. Au lieu de diriger le front de bataille contre le réformisme, contre la social-démocratie, la tactique des « listes à soi dans toutes les circonstances » pousse les ouvriers organisés dans les syndicats de plus en plus dans les bras du réformisme et paralyse ainsi complètement les conseils d'entreprises rouges. — K. L.

LA SCISSION DU LENINBUND

Le camarade Urbahns vient de commettre une grosse faute en excluant du *Leninbund*, organisation de l'opposition de gauche allemande, la minorité qui s'était formée dans son sein. Le 23 février s'est tenue une Conférence nationale au cours de laquelle Urbahns a exigé et obtenu l'exclusion de cette minorité, bien entendu en prétendant que celle-ci s'était mise d'elle-même hors du *Leninbund* en publiant ses propres feuilles d'information. Nous écrivions dans la *Vérité* il y a quelque temps qu'Urbahns s'appretait à montrer qu'il restait un bon élève de Zinoviev. L'événement nous donne raison. La majorité et la minorité du *Leninbund* ont des divergences d'appréciation sur des questions très importantes qui touchent à des problèmes fondamentaux du programme et de la tactique de la gauche. Naturellement l'exclusion ne règle nullement ces divergences. Ce n'est pas seulement la minorité, ce sont les événements eux-mêmes qui les représentent constamment au *Leninbund*, et il ne pourra indéfiniment les éluder comme il le fait actuellement. Ces divergences portent principalement sur le caractère de classe de l'Union soviétique et sur la politique gauchiste de Staline, sur la tactique de la gauche allemande vis-à-vis du P.C. allemand, sur la tactique syndicale, et enfin sur les méthodes de direction du *Leninbund*, le caractère de la presse, etc...

Actuellement, la minorité du *Leninbund*, c'est-à-dire les camarades qui ont été exclus par Urbahns et ceux qui sont restés dans le *Leninbund*, se regroupent sérieusement. Naturellement, la politique scissionniste d'Urbahns contribue à affaiblir la gauche en Allemagne. Mais d'autre part elle force Urbahns lui-même à entrer dans la voie de la discussion politique — bien qu'il le fasse à la manière zinoviéviste.

La lecture du *Volkswille*, organe maintenant hebdomadaire d'Urbahns, est d'ailleurs très suggestive. En ce qui concerne l'information donnée sur les tendances étrangères, elle trompe peut-être les camarades allemands qui la lisent, mais elle ne nous trompe nullement, qu'Urbahns se le dise. Quand nous lisons dans son organe que « les groupes français » sont d'accord avec lui, nous sommes bien obligés de rappeler que Urbahns n'a jamais cessé d'être un bon fonctionnaire zinoviéviste. Mais qui doivent penser les ouvriers allemands qui ont lu en 1928 et 29 des articles violents de son correspondant parisien (Treint) contre le groupe Paz, et qui lisent actuellement des éloges hebdomadaires d'Urbahns sur Paz ? Ils doivent certainement se dire qu'Urbahns est un opportuniste sous un masque gauchiste, et que dans ce cas, le meilleur moyen pour lui de réaliser un travail sérieux serait de travailler en collaboration avec les camarades du *Leninbund*, et s'il s'y forme une minorité, de régler démocratiquement son existence. Urbahns a voulu qu'il en soit autrement. Il n'a fait par là que montrer sa faiblesse. Avec ou sans Urbahns, l'opposition de gauche vivra et se développera.

OUI OU NON ?

La première réponse
sur le meurtre de Bloumchine

La presse officielle communiste, comme nous l'avons dit le reste prévu, s'est tue durant de longues semaines sur la question du meurtre de Bloumchine par Staline. Mais ce complot du silence est enfin rompu, au moins sur un point. La *Rote Fahne*, de Vienne, est entrée, à propos de Bloumchine, en polémique avec la presse social-démocrate. Il va de soi que la social-démocratie n'a pu laisser un cas si exceptionnel, sans essayer de restaurer un peu par ce moyen sa réputation. Le parti international de Noske, responsable de la mort de Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de milliers des meilleurs ouvriers révolutionnaires, a dû certainement s'accrocher avec avidité à l'assassinat d'un révolutionnaire irréprochable par les staliniens. Ce n'est pas ce côté que l'affaire qui nous intéresse pour le moment.

Indépendamment des menées, des intrigues et des calomnies de la social-démocratie, pour chaque ouvrier révolutionnaire se pose la question : Est-il vrai que Staline a fait fusiller le camarade Bloumchine, parce qu'il a rendu visite à Trotsky à Constantinople et essayé de remettre sa lettre aux compagnons de lutte de Moscou ? Si c'est vrai, de quel nom faut-il appeler ceux qui déshonorent le communisme par de tels actes ? Il n'y a que cette question qui importe : on ne peut méconnaître un seul instant quel coup une telle félonie sanglante peut porter au prestige révolutionnaire du pouvoir soviétique — non dans les milieux de la bourgeoisie, ou des « intellectuels sympathisants », des avocats, des journalistes, des écrivains qui voyagent généreusement aux frais des soviets pour les jubilés et dans les villes d'eau — mais parmi les ouvriers révolutionnaires honnêtes. C'est pourquoi la question de Bloumchine doit être éclairée entièrement.

Que dit donc la *Rote Fahne* sur la matérialité des faits ? Elle appelle l'information concernant le meurtre de Bloumchine « un mensonge grossier qu'un âne même pourrait démasquer ». Cela ressemble à un démenti très catégorique et nous serions tout à fait prêts à nous féliciter de ton démenti et catégorique de la *Rote Fahne*. Vraiment, le fait apparaît en lui-même si horrible que le premier mouvement de chaque révolutionnaire est de se refuser à y croire, démentir et flétrir la calomnie.

Malheureusement, le démenti devient plus loin beaucoup moins catégorique. Et ce n'est pas par hasard. La *Rote Fahne* a réagi seulement le 19 février, c'est-à-dire un mois à six semaines après que la nouvelle a pénétré non seulement la presse bourgeoise, et social-démocrate, mais fut, sous la forme directe d'une accusation, posée dans la presse de l'opposition communiste. Pendant ces quelques semaines, la *Rote Fahne* a dû essayer de s'informer, n'a pas pu ne pas le faire. Cependant, après un début si catégorique, la *Rote Fahne* déplace imperceptiblement dans les lignes qui suivent son démenti : la calomnie ne consisterait déjà plus qu'en ce que Bloumchine aurait été fusillé « exclusivement pour avoir été trotskyste, ce Bloumchine fabuleux ». Ce déplacement insensible de l'accent apparaît comme une précaution du journal, ce qui prive son démenti de toute valeur morale. Le journal des staliniens viennois laisse la porte ouverte à deux variantes : pour la dénégation catégorique du fait lui-même, c'est-à-dire du meurtre de Bloumchine par Staline et pour la reconnaissance du fait, mais sous un nouveau jour qui n'est pas encore déterminé.

Pourquoi la *Rote Fahne* appelle-t-elle Bloumchine « fabuleux » et que signifie cette nuance de sarcasme honnête ? Est-ce que la *Rote Fahne* met en doute l'existence de Bloumchine (c'est-à-dire de son existence passée) ? Est-ce que la *Rote Fahne* met en doute que Bloumchine a été un révolutionnaire irréprochable qui, à de très fréquentes reprises, a démontré un courage exceptionnel et un dévouement héroïque au

prolétariat ? Ou son doute ne concerne-t-il que son exécution du fait qu'il était porteur d'une lettre de Trotsky ? Cela ne résulte pas clairement de l'article. Ce manque de clarté est voulu tout à fait consciemment. La *Rote Fahne* attend simplement la version que Staline lui-même choisira en fin de compte.

Entre temps, ce dernier prépare sa version de longue main. Par quelques journaux soviétiques, la rumeur est mise en circulation que quelques trotskystes de Sibérie ont saboté le transport des troupes contre Tchang-Kai-Chek et ont fait dérailler les locomotives, etc. C'est déjà la troisième tentative de Staline d'amalgamer l'opposition avec les contre-révolutionnaires. Les deux premières se sont honteusement effondrées, la troisième s'effondrera comme les autres. Et si Staline est néanmoins décidé à recommencer son expérience misérable, c'est exclusivement parce qu'il lui faut tout de même quelque version pour couvrir l'assassinat du camarade Bloumchine.

La *Rote Fahne* termine son article par un panégyrique de Staline, comme « disciple choisi » de Lénine. Nous savons que des panégyriques pareils sont maintenant des conditions sine qua non pour conserver son poste : de rédacteur, de secrétaire, de commissaire du peuple, de sténographe ou de président de l'Internationale. Mais nous trouvons tout de même que le rédacteur de la *Rote Fahne* lie trop imprudemment la question de Bloumchine à la caractéristique de Staline et à ses rapports avec Lénine.

C'est un fait que Lénine fut hostile à la nomination de Staline comme secrétaire général, en exprimant l'appréhension que « ce cuisinier ne prépare des plats trop épicés ». Naturellement, en 1921, Lénine ne pouvait encore prévoir des plats aussi pimentés que le meurtre de Bloumchine. C'est un fait que dans son testament, Lénine indiquait la déloyauté de Staline, sa tendance à abuser du pouvoir, et c'est pourquoi il recommandait de le retirer de son poste important. C'est un fait que déjà après le testament, notamment le 6 mars 1923, Lénine a rompu par lettre tous rapports personnels avec Staline pour sa déloyauté et ses félonies.

C'est là que les choses en étaient, il y a sept ans, alors que le poste de secrétaire général avait une importance strictement subordonnée et quand le pouvoir tout entier reposait entre les mains du Bureau Politique dirigé par Lénine. Maintenant la situation a radicalement changé. La domination de l'appareil a abouti à une dictature personnelle de Staline. L'opinion publique du parti joue un rôle cent fois moindre. La déloyauté de Staline s'est révélée armée de moyens inouïs et dirigée contre son propre parti. L'affaire de Bloumchine met à nu cette nouvelle position avec une force effroyable.

Oui, l'assassinat de Bloumchine sera utilisé par nos ennemis de classe et, en premier lieu par les social-démocrates. Mais à qui la faute ? A ceux qui ont créé cette affaire odieuse, c'est-à-dire aux meurtriers de Bloumchine. Ils ne pouvaient pas ne pas comprendre quelles conséquences comporte ce crime. Ils ne pouvaient pas ne pas comprendre que l'opposition ne se taira pas. Parce qu'ils se taira signifierait déchaîner la bureaucratie stalinienne et préparer des dialogues et des centaines d'affaires analogues au cas Bloumchine.

C'est pourquoi nous déclarons aux rédacteurs officiels, aux secrétaires et autres fonctionnaires : nous ne vous permettrons pas de vous dérober à une réponse en vous couvrant par une polémique avec les journalistes bourgeois et social-démocrates. Nous vous forçons à rendre compte devant les ouvriers de ce qui s'est passé. Nous vous contraindrons à répondre à la question :

« Est-ce que vous prenez sur vous la responsabilité du meurtre de Bloumchine, oui ou non ? »

Nouvelle politique en Union Soviétique

L'AVENTURISME ÉCONOMIQUE SES CONSEQUENCES ET SES DANGERS (1)

En fait la liquidation des koulaks ne donne lieu qu'à des mesures purement administratives : confiscation des biens, confiscation de la parcelle de terre individuelle et finalement expulsion. Cette politique est appliquée exactement comme si le koulak était un élément étranger à l'ensemble de la campagne, venu de l'extérieur et appartenant à une autre race. Or, en fait, le koulak est un des stades du développement du paysan moyen. Il est naturellement toujours possible de liquider chaque koulak en ayant recours à deux miliciens (encore faut-il qu'ils soient bien armés). Mais il est bien plus difficile d'empêcher qu'il n'en naisse de nouveaux, et au sein des kolkhoz mêmes.

Les trois types d'exploitations collectives

Il existe en U.R.S.S. trois sortes de kolkhoz selon le degré de communauté de leurs moyens de production : les associations, les artels et les communes. Dans les associations l'exploitation collective de la terre se fait au moyen de l'outillage individuel ; c'est le travail qui est collectivisé mais non les moyens de production. Dans les artels, ce n'est qu'une partie des moyens de production qui est collectivisée, celle des instruments les plus coûteux. Enfin c'est dans les communes seulement que tous les moyens de production ont été collectivisés.

Les systèmes de rémunération entre les différents membres au sein des kolkhoz dépendent du degré de collectivisation des moyens de production. Ces systèmes varient du paiement en nature ou en espèces jusqu'au partage quasi purement communiste.

Ces trois types de kolkhoz correspondent à trois stades de la collectivisation ; le stade supérieur devant servir d'exemple au stade inférieur, pour demain.

Le passage d'un stade au suivant — tant dans son volume que dans son rythme — est commandé à la base par les conditions techniques de la production qui y président. Il est donc clair que plus grande est l'ampleur que prend en ce moment le mouvement de collectivisation, plus primitive sera la forme qu'elle devra contracter, en ouvrant des brèches d'autant plus larges pour l'immixtion de tendances capitalistes. Or le dernier mot d'ordre du Comité central décrit la mise en commun complète et immédiate de tous les moyens de production. En d'autres termes, la collectivisation généralisée basée presque exclusivement sur l'outillage paysan se ferait donc sous une forme intermédiaire entre l'artel et la commune. La contradiction interne saute aux yeux : plus grande sera la collectivisation forcée, plus étreinte se trouvera être par rapport à elle la base technique sur laquelle elle doit reposer, et plus forte en conséquence se sentira à son égard la catégorie sociale la plus évoluée pour mieux la contraindre à une direction bureaucratique et utopique.

D'autre part, la question des rapports mêmes au sein des kolkhoz n'est même pas discutée dans la presse. Pour éviter la question primordiale du système de la répartition des revenus, les dirigeants et exécutants substituent à une analyse marxiste de vaines crieries d'agitateurs.

Il va de soi que si l'industrie du pays pouvait adapter aux kolkhoz les moyens de production sociaux existants, la différence entre kolkhoz et sovkhos serait vite liquidée, le paysan transformé en ouvrier socialiste des usines à grain et toute possibilité de se développer entéyée au koulak. Mais de nombreuses années nous séparent encore de ce stade, car durant de nombreuses années encore la majorité écrasante des kolkhoz devra vivre du cheptel et de l'outillage

des paysans eux-mêmes. Mais supposons que même dans ces conditions la collectivisation arrivera à donner des résultats tellement positifs qu'ils réussissent à contre-balancer les tendances individualistes des paysans. Il n'en surgira pas moins une nouvelle difficulté, celle fois-ci non d'ordre administratif mais social, c'est-à-dire résidant non dans les méthodes de direction des kolkhoz mais dans la nature de classe même du petit producteur. A savoir : comment répartir les revenus des kolkhoz ? Le paysan ayant fourni au kolkhoz deux chevaux aura-t-il droit à un supplément de revenu en regard du paysan qui n'aura fourni que ses deux bras ? Si l'intérêt sur le « capital » n'est pas admis, personne ne voudra transmettre son bien gratuitement. Et alors l'Etat se verra contraint à une charge absolument démesurée pour lui : ou tiler entièrement à neuf tous les kolkhoz. Et si d'autre part le revenu sur le « capital » venait à être admis, un processus de différenciation s'établirait immédiatement au sein des kolkhoz. De sorte que si d'une part les résultats matériels des kolkhoz devaient être dans l'ensemble plus importants que lors de l'exploitation parcellaire individuelle, la différenciation sociale par les kolkhoz se ferait d'autre part plus rapidement qu'elle n'avait lieu jusqu'à présent.

La différenciation sociale dans les kolkhoz

Mais la question ne se réduit pas à l'outillage et aux moyens de production en général. La famille qui compte trois ouvriers voudra recevoir plus que celle qui n'en compte qu'un. Lorsque le kolkhoz voudra garder la portion des revenus non utilisée pour l'employer à enrichir l'outillage ou les moyens de production, il devra rétribuer ces versements des différents membres moyennant certains pourcentages. Ceci à nouveau ouvre la voie à la différenciation sociale au sein des kolkhoz et à leur transformation en coopératives petite-bourgeoises dont bientôt la majorité des membres ressemblera fort à des mé-layers, la direction étant concentrée entre les mains d'une couche supérieure plus riche. Ce phénomène s'était déjà souvent présenté précédemment lorsque l'existence des kolkhoz était encore une exception et lorsqu'ils se constituaient par voie de sélection individuelle. Il sera d'autant plus inévitable au sein d'une collectivisation générale qui, si elle est contrainte de conserver comme base technique les moyens de la petite exploitation conserve par le fait même toutes les contradictions internes inhérentes à cette sorte d'exploitation, y compris l'inévitable formation de nouveaux koulaks au sein même des kolkhoz.

Cela signifie qu'au lendemain de la « liquidation du koulak en tant que classe » par ce moyen purement administratif, et après l'expropriation et le bannissement des koulaks « nominaux », la bureaucratie stalinienne proclamera les koulaks formés au sein des kolkhoz comme étant des « coopérateurs civilisés et progressifs », s'en référant pour le reste à la formule de Lénine (« De la coopération »). Dans ce cas, le kolkhoz ne deviendrait qu'une nouvelle manière sociale et politique de masquer le koulak. Il faut avouer que pour se servir de ce nouvel escamotage, le nouveau commissaire du Peuple à l'Agriculture, Iakovlev, semble être l'homme tout désigné. Ce n'est pas pour rien que durant plusieurs années il s'est employé à prouver par un savant travail d'équilibrium statistique que le koulak n'était qu'une invention de l'opposition. Et c'est lui encore qui, hier, en compagnie d'autres fonctionnaires, déclarait document contre-révolutionnaire le programme de l'opposition qui était inscrite la nécessité de hâter la collectivisation sur la base d'une industrialisation progressive.

Durant ce temps, anticipant sur la contradiction qui existe entre les formes collectivistes et l'insuffisance des bases techniques, le paysan se hâte de vendre à tort et à travers son cheptel avant d'entrer dans le kolkhoz. La presse est pleine d'informations inquiétantes concernant la destruction en masse du cheptel et sa vente aux abattoirs. La direction réagit comme elle peut, au moyen de circulaires, de dépêches et de menaces. Mais c'est manifestement insuffisant. Le paysan ignore si dans le kolkhoz, son cheval, sa vache lui seront comptés, et s'ils le sont — dans quelle mesure. Il espère que le kolkhoz recevra de l'Etat un tracteur. Il ne voit en tout cas pas de raison de livrer gratuitement sa vache à la collectivité. Le paysan demeure un réaliste étroit. Se voyant obligé d'entrer dans les kolkhoz, il se hâte d'obtenir quelque avantage particulier de la liquidation de son bien individuel. Or, ce bien l'Etat de son côté ne peut le remplacer par une force mécanique ou même par un cheptel de meilleure qualité. Et voilà qui prépare pour les kolkhoz dès leurs débuts une série de graves difficultés.

Il est facile de prévoir qu'à l'actuel mouvement en avant dépourvu de garanties et de réserves suffisantes, succédera bientôt une retraite précipitée, semant la panique dans la masse, prétendument stratégique dans l'explication qu'on en donnera en haut lieu. Les kolkhoz improvisés à la légère se désagrègeront ou tomberont en décadence, libérant à nouveau les moyens de production individuels au cours d'âpres luttes dans leur sein même, ouvrant ainsi la voie aux tendances capitalistes. Alors la direction, toujours infatigable, accusera naturellement les exécutants de « trotskysme » et cherchera à ramener de derrière les fagots les formules stalinienne des années 1924-25 sur l'exploitation capitaliste-fermière... si toutefois le parti continue à laisser faire les aventuriers bureaucratiques.

Ce que répondront les bureaucrates

On prévoit quel écho trouvera notre analyse dans les cercles dirigeants. Les fonctionnaires prétendront que nous spéculons sur la crise. La canaille ajoutera que nous voulons la chute du pouvoir soviétique. Iaroslavsky expliquera que nous travaillons dans l'intérêt de Chamberlain. Et il n'est pas exclu que les menchéviks et les libéraux détachés quelques phrases pour prouver que la Russie doit retourner au régime capitaliste. Les fonctionnaires du communisme découvriront à nouveau une « solidarité » entre l'opposition et les menchéviks. Ce ne serait pas pour la première fois ; ce ne sera pas non plus la dernière. Mais tout cela ne nous arrêtera pas. Les ergotages passent, les faits demeurent. Après une longue période de politique opportuniste, la bureaucratie stalinienne traverse une courte mais impétueuse période d'ultra-gauchisme enragé. La théorie et la pratique de la « troisième période » comportent les mêmes conséquences funestes et entraînent les mêmes destructions tant à l'intérieur de l'U.R.S.S. qu'au dehors. On dira : l'opposition semble permuer avec l'appareil. Elle l'accuse de super-industrialisation et penche elle-même à droite. D'autres malins ajouteront : l'aile droite qui accusait les staliniens de super-industrialisation et de « trotskysme » capitule devant Staline tandis que l'opposition de gauche semble se rallier au point de vue de l'aile droite.

Toutes ces réflexions, juxtapositions, rapprochements, peuvent être prévus d'avance et on pourrait, même d'avance, écrire les articles et discours auxquels ce sujet donnera lieu. Leur peu de fondement ne sera cependant pas difficile à démasquer. Jamais l'opposition ne s'était proposée de « rattraper et dépasser dans le temps le plus court » le monde capitaliste. Nous réclamions de hâter

l'industrialisation parce que c'était l'unique moyen d'assurer le rôle dirigeant de la ville à l'égard de la campagne et de maintenir par conséquent la dictature prolétarienne.

Nous évaluons les possibilités de l'industrialisation avec infiniment plus de hardiesse et d'audace que ne le firent les bureaucrates jusqu'en 1928. Mais jamais nous ne pensions que les ressources de l'industrialisation fussent illimitées et que son rythme ne dépendait que du fouet bureaucratique. Nous avons toujours préconisé l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière comme base constante de toute industrialisation. Et toujours, pour nous, la collectivisation devait dépendre de l'industrialisation. La transformation socialiste de l'économie rurale ne nous est jamais apparue possible que dans la perspective de plusieurs dizaines d'années. Jamais nous ne perdîmes de vue les contradictions inhérentes à l'édification du socialisme dans un seul pays. On ne peut équilibrer les contradictions propres à la campagne qu'en liquidant celles qui existent entre la campagne et la ville, ce qui ne peut être fait que sur le plan d'une révolution mondiale. Nous n'avons donc jamais envisagé de liquider les classes dans les limites d'un « plan quinquennal » de Staline-Krijanovski. Ce que nous réclamions c'était de limiter les tendances exploiteuses du koulak et de rogner régulièrement ses revenus dans l'intérêt de l'industrialisation. C'est ce qui nous a valu d'être bannis conformément à l'article 58 du code pénal.

L'opposition marxiste était battue en brèche par le bloc de l'aile droite et du centre. Droite et centre s'étaient momentanément séparés. Les voici de nouveau unis. Ils ont une base commune : le national-socialisme. Ensemble ils ont opéré par-dessus notre tête un mouvement tournant de 180°. Ensemble ils ont en effet transformé peu à peu le problème de l'industrialisation socialiste en un petit jeu de hasard bureaucratique-super-industrialiste. Ils supprimeront la NEP commettant ainsi le « crime » dont ils nous accusèrent fausement jadis et pour lequel nos amis remplissent jusqu'à ce jour leurs prisons et lieux de déportation.

Au lieu de limiter le koulak et le dominer, ils pensent le supprimer par des mesures administratives, faute dont ils nous avaient accusé précédemment et dont nous nous étions défendus avec la plus sincère indignation. Les droitiers, qui avaient craint de faire pas les plus nécessaires « en avant » se sont maintenant jetés tête baissée avec les centristes « en avant ». Le bloc est ainsi reconstitué, seul le rythme « tortue » a fait place à un rythme « aviateur ». Combien de mois encore la direction actuelle va-t-elle aiguillonner le parti sur la voie de l'ultra-gauchisme ?

Très peu, pensons-nous.

Plus le cours actuel revêtira un caractère de frénésie plus vite apparaîtront ses contradictions internes. A ce moment, après le mouvement de 180° accompli, la direction en décrira un nouveau, complémentaire, qui la ramènera — le cercle complet accompli — à son point de départ :

« Cela sera comme c'était. »

Que faire ?

Les questions auxquelles il n'est touché ici que brièvement constituent le sujet d'un travail plus important que nous comptons publier sous peu. C'est ce qui explique l'aspect schématique de cet exposé. Nous répondrons en même temps à la question : « Que faire ? »

L'industrie s'achemine vers une crise rapide par suite d'un monstrueux bureaucratisme dans l'élaboration du plan quinquennal. Ce plan aurait dû être dressé en tenant compte des proportions et garanties qui s'imposaient, et dans

(1) Voir le numéro précédent.

les conditions d'une libre discussion des rythmes et des délais, avec la collaboration de toutes les forces industrielles intéressées, de la classe ouvrière avec tous ses organismes et avant tout du parti lui-même avec libre examen rétrospectif de l'expérience économique soviétique de la dernière période, y compris les formidables erreurs commises par la direction. Le but primordial du plan est de déterminer combien les ouvriers et paysans veulent et peuvent consommer immédiatement, et combien ils peuvent épargner et accumuler. La question du rythme de l'industrialisation n'est pas du domaine de l'imagination bureaucratique mais de celui de la vie et du degré de culture des masses.

En conséquence, le plan d'une édification socialiste ne saurait résulter d'une directive bureaucratique conçue *a priori*. Il doit s'élaborer et se perfectionner au fur et à mesure de l'édification socialiste elle-même c'est-à-dire sur la base d'une large démocratie soviétique. La question de savoir par exemple quelle importance devra prendre l'ensemble de l'industrie chimique dans le plan des premières années à venir ne doit résulter que du libre développement de l'industrie chimique dans les différents groupements économiques et multiples branches de l'industrie du pays. La démocratie soviétique n'est pas affaire de politique abstraite, encore moins de morale. Elle est désormais devenue une nécessité économique.

La première condition du progrès socialiste est pour nous avant tout de conserver ou plutôt de sauver le parti. Privé de cette arme historique élémentaire, le prolétariat devient impuissant. Or, nous voyons que la bureaucratie stalinienne est en train de tuer le parti. C'est elle qui, à la collectivisation généralisée dans les campagnes, ajoute l'incorporation totale dans le parti des usines et métiers. On voit l'avant-garde dans la classe. La pensée et la volonté du parti sont piétinées. La bureaucratie n'a plus aucune retenue. La direction est aveugle et sans contrôle. Le parti ne saurait reconstituer une direction capable aussi longtemps qu'il ne sera pas redevenu le parti. Que faut-il faire pour cela ? Reprendre à l'appareil usurpateur le pouvoir usurpé au parti. Qui peut le faire ? Le noyau prolétarien du parti en s'appuyant sur la classe ouvrière.

En second lieu, vient le rétablissement dans la voie juste de la *dictature prolétarienne*. Il n'est possible que si d'année en année le prolétariat constate l'amélioration de son niveau matériel et culturel, l'accroissement de son rôle dans l'Etat et que si les « ciseaux » des prix dans l'industrie et dans l'agriculture se referment parallèlement, laissant au paysan un profit réel de la Révolution d'Octobre.

Le rythme de l'industrialisation ne consiste pas à assurer l'édification d'un socialisme national mais à raffermir la base de la *dictature prolétarienne* et à améliorer la situation des masses ouvrières de la ville et de la campagne. C'est là un problème purement réaliste. Il exige à la fois du courage et de la prudence. Il exclut aussi bien la mesquinerie des attermolements que l'aventurisme casse-cou.

Il serait ridicule de prétendre que l'opposition a tout prêt, dans son sac, un plan infallible pour préserver l'Union soviétique des nouveaux dangers qu'a créés le mélange d'aventurisme et d'opportunisme.

Un itinéraire idéal ne peut donner de solutions directes pour une colonne de marche lorsque celle-ci s'est éloignée considérablement de la route et s'est embourbée jusqu'au cou. Il faut d'abord tout un système de mesures *ad hoc* pour ramener la colonne dans le vrai chemin. Une chose est certaine, c'est que le meilleur pilote n'y saurait suffire. Il faut les efforts collectifs du parti et de la classe, l'aide d'en bas — ce qui suppose le pouvoir et le moyen d'une initiative créatrice collective.

Pour le moment précis, une condition avant toutes autres s'impose : une *rigoureuse discipline financière*. Il faut resserrer autant qu'il se peut les cordons de la bourse, tant sur le plan budgétaire que sur le plan des crédits. Aucun doute que cette mesure n'apparaisse douloureuse, car elle devra inévitablement arrêter à mi-chemin toute une série d'entreprises et d'initiatives. Mais

c'est indispensable. La discipline financière sera le premier pas d'une discipline économique générale. Si l'on ne barre pas immédiatement la route à des entreprises enflées et hors de proportion, si l'on ne ramène pas immédiatement le rythme dans les limites des réalités possibles, l'inflation pourrait leur donner par la suite un développement catastrophique tel que les conséquences qui en résulteraient ne seraient plus uniquement dangereuses pour la fausse réputation d'une direction ignorante — basée entièrement, celle-là, sur une inflation morale — mais dangereuses pour une valeur morale incommensurablement plus importante, et qui est la Révolution d'Octobre.

Encore une fois nous nous refusons catégoriquement à l'édification « dans le plus bref délai » d'une société socialiste nationale. Nous rattachons indissolublement le problème de la collectivisation et de l'industrialisation au problème de la révolution mondiale. En dernière analyse, les problèmes de notre économie sont résolus sur le plan mondial. Il faut restaurer l'Internationale communiste. Il faut faire l'examen de la stratégie révolutionnaire post-léninienne et la juger dans chacune de ses trois périodes : Zinoviev, Boukharine-Staline, Staline-Molotov. Il faut liquider la direction actuelle car précisément dans le domaine des questions internationales la fraction stalinienne atteint un tel degré de cynisme théorique et de déliquescence pratique qu'elle menace l'avant-garde prolétarienne des plus grands maux. Renoncer au national-socialisme et aux pratiques d'un aventurisme bureaucratique — telles sont les conditions premières d'une restauration de l'Internationale Communiste.

13 février 1930.

L. TROTSKY.

GANDHI ENTRE EN LUTTE

La semaine dernière, nous avons exposé les données fondamentales du problème de la révolution hindoue. Nous avons montré l'impasse dans laquelle s'engageaient les chefs nationalistes, et particulièrement Gandhi, coincé entre la poussée des masses populaires et la pression anglaise sur les classes bourgeoises et petites-bourgeoises.

Le 2 mars, Gandhi, qui vient d'engager la campagne de « désobéissance civile » prévue par le Congrès de Lahore, a envoyé à lord Irwin, le vice-roi des Indes, un « ultimatum » qui illustre cette situation. En fait d'ultimatum, c'est un « appel » à la bonté du vice-roi, une supplique angoissée, pleine de contradictions sans issues. « Appliqués à mon pays, écrit Gandhi, je tiens les lois britanniques pour une iniquité et une malédiction ; mais je me sans sans haine contre les Anglais, ni sans aucun désir de léser leurs intérêts légitimes en ce pays. » Mais ceci n'est rien comme duplicité, à côté de ce qui suit : « Le Congrès national s'est prononcé pour l'indépendance. Le statut de dominion nous l'assurera. Vous nous l'avez annoncé vous-même, mais depuis votre déclaration, je me suis rendu compte que les hommes politiques de Grande-Bretagne n'entendaient pas nous le concéder. » Dans la phrase que nous avons soulignée, Gandhi unit la revendication de l'indépendance et celle du statut de Dominion. Il écrit que le statut de Dominion assurerait l'indépendance, conduirait à l'indépendance. Et cependant Gandhi ne peut pas ignorer que ce sont là deux choses tout à fait contradictoires. Le statut de dominion est une forme de gouvernement dans le cadre de l'empire britannique, réalisée au profit de la bourgeoisie nationale ; c'est la revendication des catégories industrielles et commerciales de l'Inde, et c'est aussi une promesse que le Labour Party, incapable d'ailleurs de tenir, a faite. Mais l'indépendance, c'est la porte ouverte à la révolution prolétarienne.

La lutte pour l'indépendance, telle que les masses la réalisent, c'est la lutte pour l'indépendance de classe, des ouvriers, paysans, artisans, etc.

Gandhi appréhende cette deuxième

LE DÉSARMEMENT REPREND

10 Mars.

Maintenant que la bourgeoisie et ses marionnettes du Parlement, après quelques hésitations, ont retrouvé un gouvernement de leur choix, on signale une certaine reprise du « désarmement » et de quelques autres valeurs de bourse. La délégation composée de Fédéral Briand et de J. L. Duménil, enfin en mal de galon, est arrivée à Londres, anxieuse de mettre un terme aux ambitions impérialistes... des autres. Il avait été convenu publiquement qu'il serait « indécent » de continuer les conversations en dehors des représentants français. Mais au-dessous de ces puissances visibles que sont parlementaires, ministres et ambassadeurs, il y a la vraie force de l'Etat bourgeois, les fonctionnaires, les techniciens, les experts. Entre eux la discussion n'a pas désarmé malgré l'éclipse des Excellences de tréteau. Ils ne parlent pas de liberté ni de paix mais de poudres et de tonnes métriques. Chaque délégué cherche à convaincre son adversaire que, grâce à ses propres propositions, l'adversaire y gagnera. Mais comme chaque expert a des instructions très précises, cela finit invariablement par un marchandage : « Cède les croiseurs et je te donnerai des torpilleurs. »

Il a été vraiment comique de voir surtout au début de la conférence, ce genre de contreverse. La France a voulu persuader l'Italie qu'elle avait plus qu'elle besoin d'une forte marine à cause de son vaste empire, etc. Mais l'Italie n'a pas à se convaincre de quelque chose ; elle a besoin d'un empire, pour son commerce et sa population et ainsi par une raison en apparence inverse de celle de la France, elle aboutit à la même conclusion, avoir une flotte aussi puissante que la flotte

française. Au moment où les Anglais et les Américains proposèrent la suppression des sous-marins, la presse et les techniciens anglais n'eurent qu'une seule voix pour démontrer que le sous-marin était vraiment inutile et que la France et le Japon avaient bien tort, au point de vue technique, de s'entêter à en construire de plus en plus puissants. Les uns s'évertuèrent à prouver que le sous-marin n'a qu'une valeur défensive, les autres, que cette arme est au contraire offensive. Toutes ces balivernes n'avaient qu'un but, amuser le public, surtout cette large fraction de la petite bourgeoisie, des partis de gauche qui se nourrissent à la mangeoire pacifiste.

Comme les semaines passent, les budgets pressent et la situation économique mondiale ne s'améliore pas ; il faut bien en venir aux buts sérieux de la conférence qui n'ont pas cessé d'être, comme nous l'avons déjà dit, de permettre des économies budgétaires aux Etats impérialistes tout en développant ou au moins en conservant leurs forces militaires actuelles. Aussi la tendance aux compromis va-t-elle se fortifier. C'est ainsi que la question des sous-marins a fait la semaine dernière et continuera encore l'objet des débats entre experts.

L'Angleterre et l'Amérique qui ont peu de sous-marins avaient proposé 1.800 tonnes par unité comme chiffre maximum. Le Japon (d'après le *Times*) présente une demande pour un tonnage maximum de 2.000 en considération de la profondeur et de la difficulté des eaux qui entourent ses lignes de côtes et qui, à son avis, le place dans une position spéciale (sic). Or il y a six ans, pas un sous-marin japonais n'avait 2.000 tonnes et cela ne les empêchait pas de naviguer milieu de la « difficulté des eaux ». Quant à la France, elle a vraiment répondu à tout. Citons le *Times* : « La France ne présente pas de point de vue spécial en faveur des 2.000 tonnes maximum opposé à celui de 1.800 tonnes, mais elle fit une importante réserve. Elle serait prête à accepter le chiffre qui conviendrait aux autres puissances pourvu qu'il lui soit permis de maintenir un certain nombre de sous-marins de plus de 2.000 tonnes jusqu'à un maximum de 3.000 tonnes (sic) considérant cette concession comme absolument nécessaire en considération de la longueur de ses lignes de communication. »

L'un veut donc 2.000 tonnes pour la profondeur de ses eaux, l'autre 3.000 pour la longueur de ses côtes. La vérité, c'est que le Japon a déjà une escadre de 2.000 tonnes qu'il ne veut pas jeter à la ferraille pour les beaux yeux de ses adversaires et que la France construit actuellement le plus puissant sous-marin du monde le fameux *Surcouf* de 2.880 tonnes qui pourra parcourir 20.000 (vingt mille) kilomètres sans se ravitailler. Le désarmement, c'est très bien quand il s'agit de liquider de vieux rossignols qui ne valent pas grand-chose et qui grèvent les budgets ! Mais, démolir de si belles inventions, ce ne serait guère « rationnel » ! Il y a un mois, pareille proposition aurait soulevé des cris de vertueuse indignation, mais les impérialistes n'ont plus le temps de réciter la Bible. La commission propose alors pour tout concilier de limiter les sous-marins à 2.000 tonnes et de créer au-dessus une nouvelle catégorie dite de croiseurs sous-marins limités à 3.000 tonnes.

« J'appelle carpe ce qui est lapin et ainsi je limite la catégorie lapin qui me semble trop prolifique ». « Telle est la « méthode » préconisée par les experts. A ce compte-là, tout est limité dans le vaste univers, même les armements ! »

Ceci n'est pas un cas isolé. L'Amérique a reçu une inspiration divine. Au moment où on discutait de la limitation des croiseurs de 10.000 tonnes, ses experts ont alors déclaré que des navires de 9.500 tonnes feraient bien mieux son affaire avec l'avantage de ne pas être soumis à la même limitation que les précédents. Aussitôt, voilà l'Angleterre obligée d'augmenter le nombre de ses croiseurs ! Et ainsi de suite.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour dire si l'on va songer à « limiter » les catégories de navires « limitables », il y a un fait inextricable qui tient à la difficulté pour ne pas dire à l'impossibilité de fixer sur le papier les rapports de force des différents impérialismes. Les impérialismes ne sont pas théoriquement des choses « limitables ». — P. S.

éventualité. Il écrit au vice-roi que son intransigeance « explique les progrès que fait parmi nous le parti de la violence et la gravité croissante de la situation ». Autrement dit, Gandhi craint la pesée des masses révolutionnaires, et il essaie aussi de s'en servir comme d'un épouvantail contre le vice-roi. Mais la fin de sa supplique est plus pitoyable. Il écrit : Il est évidemment en votre pouvoir de m'empêcher d'agir en me faisant incarcérer. Mais, moi disparu, j'ai la conviction qu'il se trouvera pour continuer la lutte des centaines de compagnons fidèles. Pendant qu'il en est temps encore, je vous adjure à genoux d'empêcher l'irréparable. »

Lord Irwin, vice-roi des Indes par la grâce de Mac Donald, s'est contenté d'une réponse indirecte. Son secrétaire répond au mahatma : le vice-roi « a appris avec le plus vif regret que vous aviez envisagé une forme d'action qui, manifestement, comporte une violation de la loi et un danger pour la paix publique ». La mort dans l'âme Gandhi est obligé de reprendre la lutte pour la non-coopération, et de prêcher le boycottage des produits anglais et le refus de l'impôt. Quoi de plus clair pour lord Irwin ? C'est une violation de la loi, c'est un danger pour la paix publique. Prenez garde !

Jusqu'où Gandhi ira-t-il dans sa campagne ? L'avenir proche nous le dira. Mais où que Gandhi s'arrête, les masses révolutionnaires ne s'arrêteront pas. C'est dans la perspective de ce développement continu de l'activité du prolétariat ouvrier et paysan, qu'entrent en jeu les responsabilités de l'Internationale communiste. A l'heure actuelle, il n'y a pas de parti communiste aux Indes. Il n'y a que des agitateurs qui bataillent à la manière bureaucratique de Molotov, dans l'aile gauche du mouvement nationaliste en prenant d'assaut la tribune des assemblées où Gandhi et les autres chefs nationalistes prennent la parole, au lieu de faire un travail de propagande et de direction de la lutte au sein des masses, par l'intermédiaire d'un parti de classe. Seule la constitution de ce parti peut rendre les perspectives favorables au prolétariat.

LA VIE DE L'OPPOSITION

L'ORGANISATION DU BULLETIN DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE

Le travail pour la publication du Bulletin de l'opposition internationale est sérieusement avancé. La constitution du secrétariat international provisoire va permettre de le publier bientôt, quoique nous n'ayons pas encore reçu les réponses de tous les groupes d'opposition, ce qui est très normal étant donné l'éloignement pour beaucoup d'entre eux.

De la lettre d'adhésion de l'opposition communiste russe, nous extrayons les précisions suivantes :

« La rédaction du bulletin de l'opposition russe se trouvant en liaison permanente avec les compagnons de lutte de l'U.R.S.S. ne doute pas un instant que, d'autant plus énergique et décisive sera l'initiative prise par les camarades français dans cette question, d'autant plus chaleureux sera l'appui de l'opposition russe.

« La préparation de la conférence n'est pas seulement une tâche d'organisation : c'est au premier chef une tâche théorique et politique, qui peut exiger plusieurs mois. Il s'agit non d'un rassemblement mécanique de groupes, même de groupuscules divergents, mais d'une unification de la fraction internationale dont l'homogénéité intérieure est vérifiée dans la théorie comme dans la pratique.

« La Vérité a raison de déclarer que les pages du bulletin doivent être, dans le cadre des possibilités matérielles et techniques, ouvertes à tous les groupes se réclamant de l'opposition communiste de gauche. Le Bulletin est un instrument (un des instruments) de la préparation de la conférence. A son unification, l'opposition doit aboutir par la voie démocratique. Cela signifie que chaque oppositional doit avoir la possibilité de s'informer ou de s'instruire par l'intermédiaire du Bulletin des idées et des actions des autres groupes de l'opposition de gauche pour décider consciencieusement et fermement qui il peut rallier. En d'autres termes, le Bulletin doit être l'instrument de l'unification sur la base d'une délimitation préalable des principes.

« La politique marxiste dans un seul pays est aussi impossible que la construction de la société socialiste. Chaque groupe national qui essaierait de faire une politique isolée dans les cadres nationaux serait inévitablement voué à la dégénérescence sectaire. C'est pourquoi nous ne doutons pas qu'aucun des groupes vraiment révolutionnaires de l'opposition communiste ne voudra rester à l'écart mais prendra une position nette dans toutes les questions controversées et soutiendra l'initiative de la Vérité pour la préparation de la conférence internationale. »

Nous avons reçu en outre l'adhésion d'un autre groupe d'opposition de gauche tchécoslovaque : Bureau de la Fraction de Prague (gr. Sattler) qui écrit au secrétariat : « Nous saluons votre déclaration dans la Vérité du 7 de ce mois. Nous vous enverrons d'abord notre ancien matériel, dans la mesure où il existe encore, et nous prendrons part à la préparation idéologique de la conférence par les travaux actuels. »

Nous demandons aux groupes étrangers de répondre sans délai aux questions posées dans notre précédent numéro (7 mars). Qu'ils nous donnent toutes les précisions nécessaires.

OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE
DEUX REUNIONS
MERCREDI 19 MARS, à 20 h. 30
salle de la Justice de Paix à Saint-Ouen,
 Ordre du jour :
L'opposition de gauche dans le mouvement communiste.
 Nous invitons nos lecteurs de Saint-Ouen, Clichy et Saint-Denis à assister à cette réunion.

DIMANCHE 23 MARS à 14 h. 30
Commémoration
de la Commune.
 La salle sera indiquée dans le prochain numéro.

UNE REUNION DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE A CHALIGNY

Dans notre région, en Meurthe-et-Moselle, existe la même situation que dans les autres régions. Des quantités de camarades, sincères communistes, sont écœurés et découragés par la politique des dirigeants du parti. Politique qui annonce la prise du pouvoir pour bientôt alors que jamais le parti n'a été aussi faible. Politique contradictoire imposée aux militants de base par la bureaucratie de l'appareil. Ainsi, il y avait à Chaligny un groupe de jeunes communistes fort de 150 copains, il a disparu. Dans les syndicats unitaires la situation est tout aussi pénible. Dans notre coin, chez les mineurs de fer, à Chaligny, les réformistes l'emportent à présent sur les unitaires. A Neuves-Maisons, dans les usines de Châtillon-Commeny comprenant 3.000 métallurgistes, les réformistes sont toujours les maîtres.

Aussi, nous avons profité du passage dans notre région, de deux camarades de l'opposition communiste de gauche, Raymond et Gourget, pour discuter avec eux de la situation et pour organiser, tout à fait à la hâte, une réunion dans le but de remonter le courant, d'éviter la dispersion, l'éparpillement des copains communistes rejetés du parti. Une quinzaine d'invitations manuscrites a suffi pour rassembler samedi 8 au soir, une vingtaine de copains mineurs au Val-de-Fer, à Chaligny.

D'abord, Raymond indique les raisons qui expliquent la faiblesse du parti. La dégringolade des effectifs, visible partout et dans notre région. Mauvaise appréciation des situations, mors d'ordre excessifs et contradictoires, incompris des ouvriers. Il montre à propos du 6 mars, la répétition mécanique des fautes passées, le bluff de l'humanité indiquant des résultats merveilleux dans l'Est, alors que sauf quelques réunions locales à la sortie du travail, les ouvriers sont restés indifférents. Il souligne l'exemple de Neuves-Maisons où une réunion après la sortie des usines n'a groupé qu'à peine 300 ouvriers sur 3.000. Raymond montre que contre le danger du chômage, problème évidemment international, on ne peut appliquer partout, étant donné les situations différentes, les mêmes méthodes. En terminant, il invite les copains à réfléchir, à s'orienter sérieusement, à ne pas tomber dans l'inertie ou dans des partis du genre du P.O.P., groupement foncièrement opportuniste et électoral, à rallier l'opposition communiste de gauche.

Après lui, Gourget traitera plus spécialement de la question syndicale. Il insiste sur le fait que les fautes du parti se répètent automatiquement sur la C.G.T.U. et qu'ainsi cette dernière a perdu en deux années plus de 100.000 adhérents. La politique qui consiste à vouloir « politiser » les grèves, à déformer leur véritable ca-

ractère, aboutit la plupart du temps à des échecs. Prenant l'exemple de la région parisienne il montre que depuis des mois, la série de mouvements engagés ont échoué. Gourget se dresse nettement contre la dictature des bureaucraties du parti dans les syndicats et il termine en appelant les camarades à combattre à la fois, la politique de l'appareil du parti et celle des minoritaires du Comité pour l'indépendance du syndicalisme qui, sous prétexte d'autonomie, conduisent le mouvement ouvrier en arrière, à lutter pour le communisme et la défense de la C.G.T.U.

Après eux, Thouvenin C., frère du secrétaire du syndicat régional unitaire des mineurs de fer, dit qu'il ne faut pas voir la prise du pouvoir pour aujourd'hui, mais il constate le « nouvel essor révolutionnaire » qui se traduit par une série de mouvements comme celui de Briey, mouvements qui se déclenchent, dit-il, en dehors des organisations débordées. Thouvenin explique la perte d'effectifs de la C.G.T.U. par l'attitude des réformistes confédérés et par l'échec de la campagne pour l'unité syndicale.

Paget, sur une question posée, indique que ce sont ses amis de Chaligny qui ont pris l'initiative de la réunion. Il pense qu'il sera nécessaire d'en faire d'autres plus élargies et constituer en Meurthe-et-Moselle comme dans tous les centres, des groupes d'opposition communiste de gauche.

Un camarade du parti, à propos du 6 mars, croit qu'on devait faire quelque chose contre le chômage et il estime qu'on doit pour cela défendre les revendications en général.

Un autre copain du syndicat des mineurs, vieux militant, rappelle qu'aux usines de Chaligny, il avait été impossible de faire sortir les mineurs le 6 août, et il pense qu'on ne tient pas assez compte en général, pour ces journées, de la véritable situation et cela désagrège le mouvement au profit des réformistes, comme à Chaligny. Le copain pense aussi qu'on ne doit pas traiter les syndicats comme on traite les cellules et il raconte que le syndicat de Chaligny était en réalité contre la politique des majoritaires, mais qu'on l'a fait faussement au congrès de Paris voter pour.

Ensuite une amicale discussion a lieu. Elle montre que les copains présents sont avec l'opposition communiste de gauche et même les membres du parti convenaient qu'ils n'en étaient pas si loin.

Au total, une bonne réunion et on peut dire maintenant que l'opposition communiste de gauche existe à Chaligny et qu'elle rayonnera dans toute la région. Et à présent, au travail !

Georges PAGET.

Mineur de fer, secrétaire du groupe de l'opposition communiste de gauche de Chaligny.

L'OPPOSITION INTERNATIONALE DE DROITE EST-ELLE UN MYTHE ?

L'opposition allemande de droite (groupe Brandler) a déjà commencé il y a longtemps sa campagne de rassemblement des opportunistes du monde entier. Du côté de la France, ses tentatives ont d'abord porté sur le « Parti communiste alsacien », et, ont pleinement réussi. La communauté de la langue a facilité la chose. Le programme aussi. Car le P.C. alsacien, c'est-à-dire la coalition communiste-autonome qui soutient Hueber à la mairie de Strasbourg, est tout à fait dans la ligne de l'opportunisme national préconisé par le groupe Brandler. Tout ce que Brandler et Thalheimer demandent à leurs alliés internationaux, c'est d'abord de n'avoir aucune opinion sur le cours des événements en U.R.S.S., car dans leur langage cela s'appelle « suivre une quelconque des fractions du parti bolchévique » ; ensuite de se borner à un programme national, quel qu'il soit, pourvu qu'il soit national, voire local comme c'est le cas pour le Parti alsacien. Car, d'après eux, cela garantit une bonne pénétration dans les masses ouvrières.

Dans ces conditions, il est très normal que la droite allemande prolonge sa liaison avec le Parti alsacien, par une fraternelle accolade avec le P.O.P. Sellier en est tout ému. Le *Ça tra !* du 1er mars écrit : « Analysant notre manifeste, nos amis d'Allemagne, après quelques critiques de détail, concluent que, en dehors de l'Alsace, nous sommes « le groupe le plus voisin de leur position et celui qui possède le plus d'influence ». Nous sommes fiers de cette approbation nouvelle, que nous envoient de vieux combattants. C'est le début de notre liaison internationale.

Evidemment, dans l'« approbation » des brandlériens, il y a une bonne dose d'ironie. Car il ne peut pas échapper même à Thalheimer, que le P.O.P. représente peut-être une certaine influence auprès du Conseil municipal de Paris, mais que ce n'est sous aucun rapport un parti marxiste de révolution prolétarienne. Cependant, le P.O.P. donne évidemment des garanties au point de vue de son absence d'opinions en ce qui concerne la révolution russe, et de son désir de ne pas être troublé par des étrangers, surtout des russes ! Les récentes confessions de Dunois, membre éminent et distingué démocrate du P.O.P., qui déclare qu'avec la *Ligue syndicaliste*, au moins « on se sent en France » (sic) sont tout à fait rassurantes pour le nationalisme chatouilleux de Brandler. Il peut être tranquille, ni Sellier ni Dunois n'iront se mêler de ses affaires. Ils ne se sentiraient plus « en France ».

A ces déclarations de nos démocrates traditionnalistes, l'opposition de gauche, unie internationalement, et étroitement solidaire de l'aile gauche du mouvement bolchévique russe, opposera, sur la base de sa lutte dans chaque pays, l'exemple du véritable internationalisme prolétarien.

LES ÉDITIONS
REDER
 10, PLACE SAINT-AUGUSTIN - PARIS, VII

LÉON TROTSKY
 TRADUIT PAR MAURICE PARIJANINE

MA VIE
 ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

I
 1879 - 1905

Un volume in-8, deux hors-texte... 16.50

l'un des textes capitaux de notre temps

